



SALAIRES-PENSIONS PRÉLÈVEMENTS À LA SOURCE CASSE DES SERVICES PUBLICS... TOUS EN GRÈVE LE 19 MARS

DES MESURES POUR FINANCER LES CADEAUX AU PATRONAT

Il faut faire des économies nous assèneton en permanence. Mais des économies pour quoi ? La France serait endettée et vivrait au dessus de ses moyens ?

L'une des mesures phare de ces dernières années est le CICE, un allègement d'impôts pour les entreprises. Ce CICE imaginé par Sarkozy, mis en place par Hollande et développé par Macron, va coûter à l'État la modique somme de **40 milliards d'euros chaque année (presque 280.000€ pour Ondulys Saint-Quentin)**.

Depuis 30 ans, les niches fiscales pour les entreprises ont été démultipliées. Les gouvernements ont exaucé les vœux du MEDEF, des capitalistes. Le total de ces cadeaux fiscaux dépasse les **200 milliards d'euros par an**.

S'ajoute à cela la hausse des crédits militaires décidée par Macron pour financer l'industrie des armes. Une hausse progressive qui atteindra **+12 milliards par an**.

Pour financer ces transferts de notre argent vers le privé, il faut taper dans les dépenses publiques. On supprime des postes dans les hôpitaux, dans les écoles, dans les administrations, on réduit les salaires, les pensions de retraites, les APL... En réalité, les travailleurs (actifs, retraités, privés d'emploi, étudiants) se font dépouiller pour engraisser une minorité de bourgeois nantis. Il faut bien tenter de justifier toutes ces fuites budgétaires et les mesures pour prendre l'argent ailleurs. Les gouvernements inventent alors toute sorte de fables : l'endettement (avec l'appui de l'UE), le déficit de l'État, le coup des services publics, etc.

Si, aujourd'hui, l'école à côté de chez vous ferme, si vous n'êtes pas soigné correctement, si plus personne ne vous répond aux impôts ou à la préfecture, ce n'est pas pour des raisons d'économies mais bien pour financer les transferts d'argent au patronat.

MANIFESTATION À ST-QUENTIN À 17H, PLACE DES 4 COLONNES



SÉCURITÉ SOCIALE, SALAIRES ET DROIT DU TRAVAIL, SERVICES PUBLICS, DES ATTAQUES SUR TOUS LES FRONTS

Personne ne découvre, le niveau de mécontentement, de colère et de détresse sociale dans notre pays.

Les conditions de vie et de travail se dégradent depuis 35 ans, de façon accélérée depuis 10 ans. Les salaires, les retraites (les allocations) de la grande majorité ont décroché, de 2 à 10% suivant les études officielles, dans cette dernière période. En même temps, les dépenses contraintes des ménages – logement, énergie, transports, reste à payer pour se soigner, frais dans les EHPAD etc. – n'ont cessé d'augmenter sous le coup des politiques de casse des services publics et d'encouragement à la spéculation financière.

Car c'est bien le résultat d'une politique de casse des statuts du travail, de concurrence de tous contre tous, de démantèlement de la sécurité sociale, de l'assurance chômage et des services publics qui est la cause de cette situation.

Et l'Union européenne estime que la France est en retard. En Allemagne, en Italie, le démantèlement des acquis sociaux et démocratiques a pu être mené plus rapidement. Le salaire moyen allemand est désormais nettement plus bas que le français. Les taux de pauvreté et d'inégalité en Italie, Allemagne et au Royaume-Uni sont largement plus élevés que dans notre pays.

Dans la ligne de mire de l'UE et du capital : la résistance de nos acquis sociaux qui a atténué les effets de la casse sociale provoquée par la dernière grande crise financière du système en 2008. En attendant la prochaine... Ne laissons pas faire !

... LES FORCES EXISTENT POUR BLOQUER LES CONTRE-RÉFORMES DE MACRON

Ne laissons pas propager l'idée que le mouvement social, les grandes luttes, la lutte des classes en France, ces dernières années n'a servi à rien! Imaginons où en seraient notre système de retraite (67 ans ?) s'il n'y avait eu la mobilisation, à 3 millions en jour ouvré (20 à 30 fois plus que les « gilets jaunes » le samedi), en 2010! Certes les dernières vraies victoires remontent à 1995 contre le Plan Juppé et à 2006 contre le CPE de Villepin. Mais le niveau de lutte général, notamment contre la loi Khomry en 2016 ou pour le monopole public SNCF en 2018, comptent considérablement dans le rapport de force. Une autre évidence bonne à rappeler face aux médias de l'idéologie dominante ! Des centaines de luttes, dans les entreprises, chaque semaine, poussent les revendications locales contre l'exploitation patronale et entretiennent le rapport de force national. Et, nous ne pouvons que nous réjouir, comme les forces patronales s'en désoler, que la lutte des classes se transmette de génération en génération avec l'essor du grand mouvement lycéen et étudiant contre la sélection et la marchandisation de l'enseignement.

LE PRÉLÈVEMENT À LA SOURCE, FAUSSE BONNE IDÉE, VRAIE ATTAQUE

- Le PAS ne remplace pas favorablement la collecte historique de l'impôt sur le revenu par tiers provisionnels ou par mensualités, bien au contraire. Vous subissez des prélèvements sur salaires et retraites sur 12 mois (hors frais professionnels, réductions et crédits d'impôt, donc). Le remboursement du trop perçu sera effectué qu'à la fin de l'année suivante. Si vous n'avez pas assez « payé », vous devrez subir des prélèvements d'octobre à décembre sur vos comptes bancaires en même temps que les prélèvements courants... Toute demande de modulation prendra au moins 3 mois contre 1 mois aujourd'hui.

- Le PAS complexifie et opacifie la collecte de l'impôt pour chaque contribuable et l'administration. Vous devez totaliser les 12 prélèvements tous différents sur vos salaires, retraites et compte bancaires (si vous avez d'autres revenus BIC, BA, BNC, RF) afin de connaître le montant total de l'impôt qui vous a été prélevé.

- Le PAS attaque la sécurité du recouvrement. Comme pour la TVA, l'entreprise devient le collecteur de l'impôt. En cas de défaillance, l'impôt que vous aurez acquitté ne sera donc pas reversé (hors fraude fiscale, 16 milliards de TVA ne sont pas reversés au budget de l'État).

- Le PAS met fin aux délais de paiement lorsque les contribuables ont des difficultés temporaires. Votre impôt aura bien été prélevé mais vous ne pourrez peut-être pas payer votre loyer, eau ou électricité, etc.

- Le PAS prépare une attaque sur le principe d'imposition par foyer fiscal pour aller vers une individualisation de l'impôt.

- Le PAS prépare une attaque sur la progressivité de l'impôt.

- Le PAS attaque la confidentialité des revenus par l'employeur. L'administration donne des consignes explicites afin que le taux « individuel » ne soit pas appliqué, alors qu'elle le présente comme sa solution au problème de confidentialité.

- Le PAS attaque le budget de la Sécurité Sociale, par la fusion programmée avec la CSG.

PROPOSITIONS DE REVENDICATIONS DE RUPTURE IMMÉDIATE

- **Augmentation du Smic à 1800 brut** et début de reconstitution d'une échelle mobile des salaires.

- **Indexation des retraites, pensions et allocations sur l'évolution des salaires** (Non au vol de la revalorisation de 0,3% en 2019, en dessous de l'inflation !)

- **Défense et rétablissement du salaire socialisé** : suppression pur et simple du CICE (20 milliards d'euros en 2018, 40 milliards en 2019 avec son cumul pour le patronat avec des exonérations nouvelles de cotisations sociales)/ Extinction de toutes les exonérations de cotisations sociales patronales/ Suppression de la CSG et retour aux cotisations sociales.

- **Fiscalité : abandon définitif de la fiscalité indirecte sur les carburants/ Rétablissement de l'ISF/ Création de nouvelles tranches de l'impôt sur le revenu pour les plus hauts revenus.**

- **Abandon du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu**, source de complexification, menace sur le recouvrement, préparation de la fusion avec la CSG contre le financement solidaire de la sécurité sociale.

- **Transports : rétablissement des monopoles publics SNCF et RATP** contre les directives de l'UE du capital/ Renationalisation, sans indemnités, des sociétés d'autoroutes

- **Dépenses publiques** : annulation de la hausse de 1,7 milliards d'euros par an des dépenses militaires d'ici 2022, baisse des crédits militaires dès le budget 2019, abandon des programmes de production d'armes de destruction massive, dont le nucléaire militaire. PETITION EN LIGNE: <https://baisse-budget-militaire.fr/>

- **Abandon des contre-réformes abaissant l'offre d'éducation publique** dans les lycées, le niveau du Bac et de Parcoursup instrument de la pénurie et de la sélection dans l'enseignement supérieur.

REJOIGNEZ LA CGT

Nom :

Prénom :

Adresse :

Mail/téléphone :

CGT Ondulys - cgtondulys02@gmail.com - 06.49.85.64.53